

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 15 – du 6 avril au 13 avril 2023

ZOOM SUR :

SYRIE - POINT SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE APRÈS 12 ANS DE CONFLIT

La guerre civile syrienne et la lutte contre Daesh ont transformé la Syrie en un terrain de conflit majeur au Proche-Orient. Bien que **l'intensité de la conflictualité ait diminué** depuis 2020 et que le **régime syrien ait consolidé son contrôle sur la partie occidentale du pays**, le contexte sécuritaire demeure instable et dégradé. Le bilan économique est désastreux et le pays s'est largement fermé aux échanges.

Le PIB syrien d'environ de **10 Mds USD**, a subi une **contraction de -3,5% en 2022**, et devrait se contracter de **-5,5% en 2023**. À cette conjoncture défavorable s'ajoutent les pertes économiques causées par le séisme du 6 février, estimées à 5 Mds USD. En se basant sur la valeur réelle des bâtiments avant le séisme, le stock détruit est estimé à 1 Md USD, soit 10% du PIB syrien. En 2022, un **resserrement des politiques budgétaires** a conduit le gouvernement à exclure 15% de la population de l'aide publique (principalement dû à l'augmentation des coûts des biens essentiels). La livre syrienne a subi une **dépréciation d'environ 50 % par rapport au dollar entre mars et novembre 2022** (tombant à 5 400 SYP/USD en novembre). Celle-ci a entraîné une **forte inflation** depuis début 2022, en particulier pour les denrées alimentaires.

Le commerce extérieur du pays s'est effondré depuis le début du conflit, et le pays est aujourd'hui fortement dépendant des importations. Les exportations syriennes sont passées de 18,4 Mds USD en 2010 à 1,8 Md USD en 2021, tandis que les importations sont passées de 22,7 Mds USD en 2010 à 6,5 Mds USD en 2021. **Les secteurs créateurs de valeur ajoutée ont été gravement touchés**, en particulier les secteurs manufacturiers, miniers, pétroliers et agricoles, au profit d'une économie de guerre. La **production agricole, affectée par des sécheresses récurrentes et un déficit de main d'œuvre**, a atteint un niveau historiquement bas pour la deuxième année consécutive. **La production de pétrole brut s'est progressivement redressée** depuis 2017, mais **reste nettement inférieure à la production d'avant 2011**.

Le récent séisme a illustré les vulnérabilités sociales et humanitaires de la Syrie. Alors que 6,6 millions de Syriens vivent dans des zones touchées par le séisme, plus de la moitié de la population syrienne d'avant conflit (environ 20,6 millions) est toujours déplacée, dont **6,8 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 6,9 millions de réfugiés à l'étranger**. Les **niveaux élevés de vulnérabilité sociale** préexistante limitent la capacité des ménages à faire face à l'impact du séisme. **Les services de base sont en déclin** ; la part des ménages sans accès régulier à l'eau est passée de 42 à 48%, tandis que celle des ménages sans accès à l'électricité est passée de 34 à 43,5 %, entre 2021 et 2022. **Plus de 50 % des infrastructures de santé ont été endommagées ou détruites**, et le secteur de l'eau est très fragilisé.

Malgré des **besoins croissants** (environ 80% de la population syrienne dépend aujourd'hui de l'aide étrangère), il existe un **risque de nouvelles réductions de l'aide humanitaire à la Syrie**. Le PAM (Programme alimentaire mondial) a réduit la taille des rations alimentaires dans toutes les régions de Syrie en mai 2022. En outre, la majorité de l'aide humanitaire transite par le régime, prélève une partie des montants perçus, ce qui dissuade un certain nombre de donateurs.

Enfin, compte tenu de la dégradation des conditions économiques en Syrie, une reprise du commerce et des investissements n'est pas envisageable à court terme. L'investissement privé devrait rester faible en raison de l'instabilité de la situation sécuritaire et des incertitudes économiques et politiques persistantes. **Les investisseurs étrangers sont largement absents** depuis le début de conflit, mais le président Syrien tente d'attirer des investissements golfeques dans le secteur immobilier, et de relancer l'activités des entreprises exportatrices, avec de récentes modifications de lois.

Service Économique Régional de Beyrouth

LE CHIFFRE À RETENIR

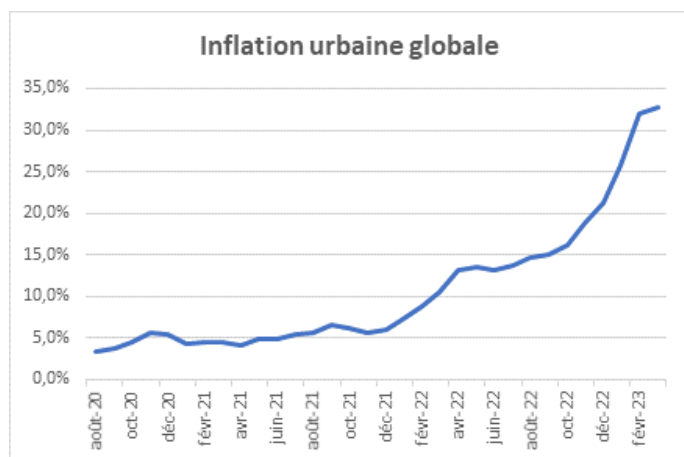
5 Mds \$

MONTANT ESTIMÉ DES PERTES
ÉCONOMIQUES DUES AU SÉISME

ÉGYPTÉ

1. L'INFLATION ENREGISTRE UNE FORTE HAUSSE (+32,7%) ET S'APPROCHE DE SON NIVEAU RECORD.

Selon les données publiées par l'Agence nationale des statistiques (CAPMAS), l'inflation enregistre une hausse de 32,7 % en glissement annuel sur le mois de mars 2023 contre 31,9 % sur le mois précédent. L'inflation s'approche ainsi du niveau record de juillet 2017 de 33 %. Les prix ont augmenté de 2,7 % en glissement mensuel en mars contre 6,5 % sur le mois précédent. Les prix des denrées alimentaires ont quant à eux atteint un nouveau record avec une hausse de 62,9 % en glissement annuel en mars, dépassant le précédent record de 61,8 % du mois précédent. La hausse des coûts des produits alimentaires et des boissons - la composante la plus importante du panier de biens et de services utilisé pour mesurer l'inflation - a été la principale cause de l'inflation sur ces derniers mois, les prix continuant à augmenter sous l'effet des dévaluations, de la pénurie de devises, de la hausse des prix des carburants et de la demande saisonnière en lien avec le mois de Ramadan.



2. PUBLICATION DES PRÉVISIONS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE.

Selon la dernière publication du *World Economic Outlook*, le FMI a révisé à la baisse ses estimations de croissance pour l'exercice en cours à 3,7 % contre 4 % lors de ses prévisions de janvier. La tendance est cependant à la hausse pour l'exercice 2023/24 avec une croissance estimée à 5 %. L'inflation est attendue à 21,6 % en moyenne sur l'exercice en cours et à 18 % en 2023/24. La dette publique devrait atteindre 92,9 % du PIB en 2022/23 avec un déficit budgétaire estimé à 7,6 %. Le niveau du déficit

courant est prévu en hausse de 0,7 point et devrait atteindre 2,8 % du PIB contre 3,5 % pour ensuite progresser à 3,1 % du PIB sur l'exercice suivant. Quant aux prévisions de la Banque Mondiale, elles sont également en baisse, la croissance devrait atteindre 4 % sur l'exercice contre 4,8 % lors des prévisions d'octobre. Cette révision est due en partie à la baisse du pouvoir d'achat des ménages en raison des dépréciations de la livre égyptienne, de l'inflation et du resserrement monétaire. La Banque Mondiale prévoit une inflation moyenne de 18,9 % en 2022/23 et de 15 % pour l'exercice suivant. La dette publique devrait atteindre 95,8 % du PIB en 2023 avec un déficit budgétaire estimé à 7 %.

3. LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES POUR L'EXPLOITATION DE MINES D'OR EN ÉGYPTÉ.

L'entreprise minière d'État, *Shalateen Mineral Resources*, a annoncé le lancement prochain d'un appel d'offres portant sur l'exploitation de concessions de mines d'or dans cinq zones du désert oriental. *Shalateen Mineral Resources* est détenue à 42% par l'Autorité égyptienne des ressources minérales - organe du Ministère du Pétrole et des ressources minérales, et à 34% par la *National Service Projects Organization* - entité du Ministère de la Défense. Pour rappel, si l'Égypte dispose d'abondantes ressources minérales dans son sous-sol, l'industrie extractive y demeure encore relativement sous-exploitée.

4. LIVRAISON DE 600 000 T DE BLÉ RUSSE D'ICI LA FIN MAI 2023.

Dans le cadre d'un appel d'offres international, l'Autorité générale pour l'approvisionnement (GASC), l'agence égyptienne spécialisée dans l'achat de céréales, a acheté pour 600 000 tonnes de blé russe à un prix de 293-294 USD la tonne, coût de fret compris. Depuis le début de l'année 2023, l'Égypte a déjà eu recours par trois fois à des achats de blé russe (1,4 M T), financés en partie par un prêt de 500 M USD alloué par la Banque Mondiale à l'Égypte, afin d'assurer l'approvisionnement en blé du pays à court terme. Pour mémoire, suite à l'inflation du prix des matières premières, conséquence du conflit russo-ukrainien, la France a accru ses exportations de blé vers l'Égypte, devenant sa deuxième source d'approvisionnement avec 1,2 Mt de blé français importé par Le Caire. Au global, les exportations de céréales françaises vers l'Égypte ont augmenté de plus de 600 % en glissement annuel en 2022 pour s'établir à près de 427 M EUR.



5. FORTE AUGMENTATION DES REVENUS DU CANAL DE SUEZ AU 1^{ER} TRIMESTRE 2023.

Les revenus du canal de Suez ont augmenté de 35 % en glissement annuel au premier trimestre 2023 pour atteindre 2,3 Mds USD. Le nombre de navires transitant par le canal a également augmenté de 20 % en glissement annuel. Pour rappel, les revenus tirés du canal de Suez sont généralement la 3^{ème} source de devises pour l'Égypte, après les transferts financiers de la diaspora et les revenus du tourisme.

IRAK

1. PROJET D'ACCORD « NON FINANCIER » AVEC LE FMI.

La Banque Centrale irakienne (BCi) a annoncé qu'une délégation irakienne – menée par le gouverneur de la BCi et la Ministre des Finances – s'était entretenue récemment avec le FMI et la Banque Mondiale à Washington sur la mise en place prochaine d'un soutien technique et consultatif du FMI (programme non-financier) en appui aux réformes économiques du pays afin de garantir la stabilité financière et monétaire. Le projet d'accord serait en cours de préparation. Pour mémoire, la stabilité du taux de change est une question cruciale à laquelle le gouvernement irakien est confronté depuis fin 2022, lorsque le dinar a commencé à se déprécier par rapport au dollar américain. Cette dépréciation a été attribuée au renforcement des mesures de contrôle de la BCi - à la demande du Trésor américain - visant à lutter contre la criminalité financière.

2. L'IRAK ADHÈRE À LA CONVENTION « TIR » DES NATIONS UNIES.

L'Irak est devenu le 78^{ème} pays à adhérer à la Convention TIR (Transit International Routier) des Nations Unies. La Convention TIR a pour objectif de faciliter le transit international routier, grâce à des procédures de transit douanier simplifiées et à un système de garantie international pour les transporteurs agréés. Cette rationalisation des procédures - qui présente l'avantage de réduire le temps d'attente aux frontières et de limiter coûts de transit - a vocation à soutenir le développement des corridors logistiques du pays.

3. EXPORTATIONS DE PÉTROLE - 1^{ER} TRIMESTRE 2023.

Au premier trimestre 2023, la valeur des exportations de pétrole brut de l'Irak fédéral (hors

Kurdistan irakien) a atteint 22,2 Mds USD (-20,5% en glissement annuel), en raison d'un prix moyen du baril exporté de 75,4 USD contre 95,1 USD un an plus tôt. Leur volume moyen se maintient à 3,3 Mb/j.

À noter que les exportations de pétrole de l'Irak fédéral combinées à celles du Kurdistan irakien ont chuté en mars 2023, avec une estimation de 3,7 M/bj en février à 3,5 M/bj en mai. Cette baisse est attribuable à la fermeture de l'oléoduc traversant la Turquie le 25 mars ayant entraîné la perte de près d'un demi-million de baril/jour au cours de la dernière semaine du mois de mars. La reprise effective des exportations reste encore suspendue au feu vert des autorités turques (cf. brève du 07/04/2023). La prolongation de l'arrêt devrait se traduire par une baisse des volumes d'exportation en avril également. La réduction des flux devrait aussi se poursuivre en mai, après que Bagdad a accepté de se rallier à la décision d'autres pays de l'OPEP+ de réduire leur production (réduction pour l'Irak de 211 000 bj).

4. NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE.

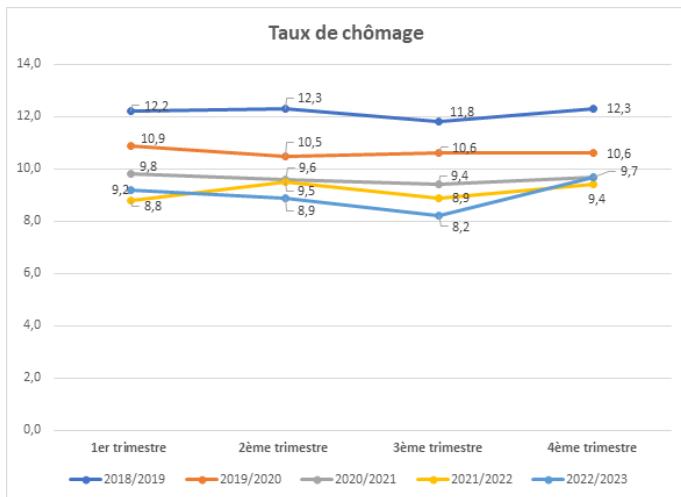
Le Président turc Erdoğan et le Premier Ministre irakien al-Sudani ont chargé leurs ministres des transports respectifs de mener ensemble une réflexion sur l'ambitieux projet de corridor logistique appelé "*Route du développement*" ou "*Nouvelle route de la soie*". Ce corridor logistique a vocation à relier les deux pays par un réseau de 1200 km (voies ferrées, autoroutes et pipelines) du futur port irakien d'al-Faw au port turc de Mersin. La bonne mise en œuvre de ce mégaprojet d'un montant de 20 Mds USD - dont le calendrier, les spécifications et le choix du financement restent encore incertains - sera confrontée à plusieurs défis, notamment d'ordre sécuritaires.

Selon le porte-parole du Ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani, l'Iran, de son côté, a donné son feu vert pour la construction d'un pont sur le fleuve Shatt Al-Arab reliant les deux pays, lui permettant de se connecter au futur port irakien d'al-Faw, avec un projet de liaison notamment ferroviaire (projet de ligne Shalamcheh- Bassorah).

IRAN

1. TAUX DE CHÔMAGE EN HAUSSE DE 0,3%.

Selon le centre national des statistiques, au cours du quatrième trimestre de l'année 2022/2023, le nombre des personnes âgées de plus de 15 ans est passé de 63,33 à 64,06 M dont 40,5% (25,96 M) sont actifs. Sur cette période, le taux de chômage s'élevait à 9,7% (+0,3% en g.a) dont 1,85 M pour les hommes (+0,1% en g.a) et 0,67 M pour les femmes (+0,8% en g.a). Le secteur des services, avec 53,7% de l'effectif total (+1,8% en g.a), représenterait la majorité des employés, suivi du secteur de l'industrie avec 33,2% (-0,4% en g.a) et du secteur de l'agriculture avec 13% (-1,5% en g.a).



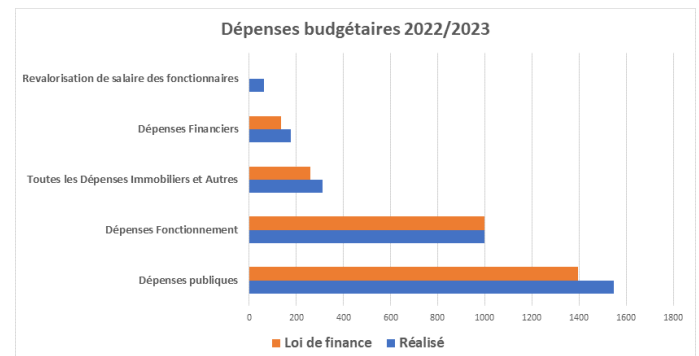
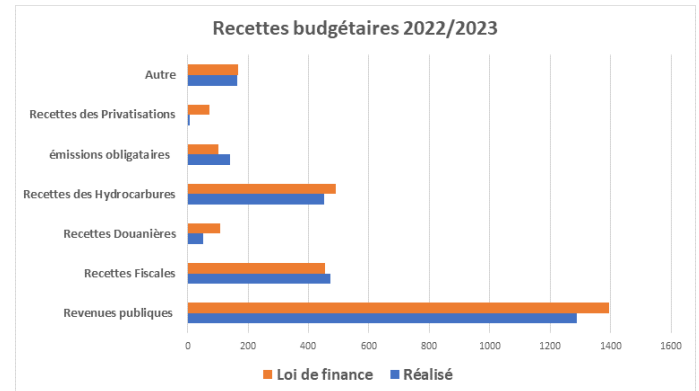
2. HAUSSE DE 1 Md\$ DES EXPORTATIONS DE PRODUITS PÉTROCHIMIQUES.

D'après le Vice-Ministre du Pétrole en charge de l'industrie pétrochimique, la production de ce secteur est passée de 65,3 à 69 Mt, dont 27Mt (+5,8% en g.a), pour une valeur totale de 16 Mds \$ (+6,6% en g.a), auraient été exportées et 12Mt (+17,6% en g.a), d'une valeur de 10 Mds \$ (+25% en g.a) auraient été vendues sur le marché domestique. Pour mémoire, les exportations non pétrolières pour l'année 2022/2023 sont passées de 48,4 à 53,1 Mds \$ (+9,7% en g.a), un total au sein duquel la part de la pétrochimie aurait été ramenée de 30,9% à 30,1% en g.a.

3. DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN BAISSÉ DE 13%.

D'après le vice-président en charge des affaires budgétaires, le déficit budgétaire pour l'exercice 2022/2023 serait ramené de 3,02 à 2,61 M Mds IRR

(-13% en g.a). Durant cette exercice, 92% des recettes publiques auraient été recouvrées et les dépenses publiques auraient été portées à 111% des prévisions incluses dans la loi de finance 2022/2023 (1401).



ISRAËL

1. ELECTRA REMPORTE UN APPEL D'OFFRES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DU TRAMWAY DE JÉRUSALEM.

Electra Ltd a notifié à la Bourse de Tel Aviv que sa filiale détenue à 85% par Electra Infrastructures Ltd venait de remporter un appel d'offres afférent aux travaux de terrassement et de construction pour la section souterraine de la ligne bleue du tramway de Jérusalem. Les travaux devraient durer 58 mois. Le budget prévu est de 620 M ILS (environ 155 M EUR). La section souterraine comprendra un tunnel de 2,2 km avec trois stations sous les quartiers de Geula et Mea Shearim. Electra et Allied Minrav sont les partenaires d'Alstom pour le projet de construction de la ligne bleue.



2. STRATÉGIE NATIONALE POUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.

La semaine de l'Intelligence Artificielle (IA) de l'université de Tel-Aviv (13 au 15 février 2023) a permis de présenter les grandes lignes de la stratégie Israélienne sur l'IA. Les experts recommandent un investissement annuel de 300 à 600 M USD sur 10 ans. L'agriculture, la santé, la sécurité et les transports ont été qualifiés de secteurs prioritaires pour l'application de l'IA en Israël.

3. ISRAËL, 3^{ÈME} IMPORTATEUR DE VÉHICULES CHINOIS.

En janvier et février 2023, la Chine a exporté 15 500 véhicules vers Israël, c'est 8,4% des exportations de voitures depuis la Chine. Israël compense ainsi la «fermeture» de facto de son marché aux entreprises chinoises d'infrastructures. Les quatre marques chinoises les plus florissantes en Israël sont BYD, SAIC-MG, Geely Geometry et Chery, dont 80% de la production est électrique ou hybride. Pour les fabricants chinois, s'imposer sur le marché israélien est perçu comme une excellente préparation au marché européen en raison de réglementations exigeantes assez similaires.

JORDANIE

1. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2022.

Selon le Ministère des Finances, les recettes totales ont atteint un montant de 8,91 Mds JOD (12,57 Mds USD) en 2022, soit une augmentation de +9,7 % en glissement annuel (g.a.). Les dons étrangers ont diminué de -1,4 % en g.a. et s'établissent à 792,2 M JOD (1,12 Md USD). Le montant des recettes publiques est conforme à ce qui avait été prévu dans la loi de finances grâce aux recettes domestiques, non-fiscales notamment, et malgré une aide internationale légèrement en deçà des prévisions de la LF 2022. Du côté des dépenses, elles se sont élevées à 10,47 Mds JOD (14,76 Mds USD) en 2022, une augmentation de +6,2 % en g.a. À la fois les dépenses en capital et les dépenses courantes ont été sous-exécutées par rapport à ce qui avait été prévu dans la LF 2022. Ainsi, le déficit budgétaire connaît une légère diminution de -10,29 % et s'élève à 1,55 Md JOD (2,18 Mds USD) en prenant en compte les dons soit -4,5 % du PIB contre -5,3 % en 2021, un déficit inférieur aux prévisions (-5 % dans la LF 2022). Le montant de la dette, hors dette détenue par le Fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF)

fin 2022, s'élève à 30,7 Mds JOD (43,24 Mds USD) soit 88,5 % du PIB contre 88,6 % du PIB fin 2021. La dette de la WAJ et de NEPCO atteint 8 Mds JOD (11,28 Mds USD).

2. CROISSANCE DU PIB AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022.

D'après le Département des statistiques (DoS), le PIB en volume a augmenté de 2,5 % en 2022 par rapport à l'année 2021. Le FMI prévoyait une croissance du PIB de l'ordre de 2,7 % en 2022 lors de la dernière revue du programme. Au quatrième trimestre de 2022, le PIB a progressé de 2 % par rapport au quatrième trimestre de 2021. Le secteur de l'agriculture a atteint le taux de croissance le plus élevé au cours de l'année écoulée, +4,8 %, contribuant à 0,28 pp au taux de croissance global. Il est suivi par le secteur de la construction (+3,2 %, 0,10 pp) puis le secteur des industries manufacturières (+2,7 %, 0,5 pp) et le secteur du commerce de gros et de détail, des hôtels et des restaurants (+2,6 %, 0,21 pp).

3. INFLATION FIN MARS 2023.

Selon les chiffres publiés par le DoS et calculé en glissement annuel (g.a.), le taux d'inflation s'est élevé à 3,91 % à la fin du mois de mars 2023. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a atteint 108,83 en mars 2023 contre 104,73 en mars 2022. Ce niveau d'inflation résulte principalement de l'augmentation des prix des catégories : combustibles et éclairage (+31,61 %), œufs et produits laitiers (+9,5 %), santé (+6,7 %), loyers (+5,17 %) et transports (+3,68 %).

4. EXPORTATION DE PÉTROLE IRAKIEN - RENOUVELLEMENT DU PROTOCOLE D'ACCORD.

Le Ministère jordanien de l'Energie, M. Saleh Al-Kharabsheh, a annoncé attendre le renouvellement par la partie irakienne du MOU bilatéral relatif à l'exportation de pétrole irakien. Une première extension avait été accordée de janvier à mars 2023. Le Ministre Saleh Al-Kharabsheh a demandé officiellement une nouvelle prolongation pour une période de 3 mois supplémentaires avec les mêmes conditions contractuelles mais qui n'a pas encore été approuvée. Pour rappel, ce MOU a été signé entre les gouvernements irakien et jordanien au début de l'année 2021. Il prévoit l'achat par la Jordanie de pétrole brut irakien (pétrole brut de Kirkouk) dans des volumes qui n'excèdent pas 10 000 barils par jour et avec une remise maximale de 16 USD par baril. La Jordanie a importé 4,5 millions de barils de pétrole irakien entre septembre 2021 et



mars 2023 soit 9 992 barils par jour, ce qui représente environ 7 % des besoins du pays.

5. LANCEMENT DU VISA EN LIGNE POUR LA JORDANIE.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé le lancement du Visa électronique ayant pour objectif de faciliter les procédures d'entrée des voyageurs en Jordanie. Ce projet a été réalisé grâce à un partenariat avec le Ministère de l'Économie numérique et de l'Entrepreneuriat (MoDEE). Il permettra aux voyageurs d'obtenir leur visa et de payer les frais par voie électronique avant leur arrivée dans le pays, sans avoir à se rendre dans les points de passage frontaliers ou les missions diplomatiques à l'étranger.

LIBAN

1. NOUVELLE MODIFICATION DU TAUX DE CHANGE APPLIQUÉ AUX DROITS DE DOUANE.

Le taux de change utilisé pour convertir en livres le montant des droits de douanes (calculé à partir des prix des marchandises en dollars) passera de 45 000 LBP/USD à 60 000 LBP/USD le 18 avril. Cette décision intervient après une première modification inattendue de 15 000 LBP/USD à 45 000 LBP/USD le 1^{er} mars dernier. Ce nouveau taux s'appliquera à tous les biens importés, à l'exception des voitures neuves et d'occasion, pour lesquelles la BDL fixe le taux 15 000 LBP/USD. Trois autres taux sont actuellement en vigueur au Liban : (i) le taux « officiel » (15 000 LBP/USD), (ii) le taux de la plateforme « Sayrafa » (87 000 LBP/USD au 14 avril), et (iii) le taux du marché parallèle (96 500 LBP/USD au 14 avril).

2. EDL PLANIFIE D'AUGMENTER LA PRODUCTION ET LES TARIFS DE L'ÉLECTRICITÉ POUR REDRESSER SES COMPTES.

Électricité du Liban (EDL) fournit actuellement 4 à 5 heures d'électricité par jour et a commencé à collecter les factures majorées selon la nouvelle tarification prévue, calculée pour l'instant au taux de 52 320 LBP/USD (ce taux correspond à celui de la plateforme Sayrafa retenu au moment de l'émission de ces factures, soit 43 600 LBP/USD mi-février, majoré de 20 %). Le fournisseur prévoit également de fournir jusqu'à 8 heures de courant par jour, uniquement dans les régions où le taux de branchements illégaux est inférieur à 10%. EDL mettra fin au privilège dont bénéficient les institutions, établissements publics, camps de

réfugiés et de migrants en matière de paiement de factures, et exigera que ces entités paient leurs factures à temps et au même prix que les autres, sous peine de coupure d'électricité à partir du 1^{er} août. Ces mesures devraient permettre à EDL de rembourser l'avance de 300 M USD demandée à la Banque du Liban (BDL) l'année passée.

3. INTERVIEW DU VICE-PREMIER MINISTRE UN AN APRÈS L'ACCORD AVEC LE FMI.

Un an après la signature de l'accord entre le gouvernement libanais et le FMI, qui prévoit un prêt d'environ 3 Mds USD, le Vice-Premier Ministre sortant Saadé Chami, déplore l'inaction des politiques en matière de réformes monétaires, fiscales et financières. Il souligne que ces réformes sont des préalables indispensables pour que le Liban puisse bénéficier de ce prêt, sans lequel il sortira difficilement de l'impasse économique dans laquelle il se trouve. Saadé Chami plaide également pour l'unification des taux de change dans le cadre de la préparation du budget 2023. Il met en garde contre le risque d'un désengagement du FMI si le nouveau budget ne diffère pas de celui établi en 2022.

PALESTINE

1. BALANCE DES PAIEMENTS - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022.

Les résultats préliminaires de la balance des paiements palestinienne au quatrième trimestre de 2022 confirment le creusement du déficit du compte courant (biens, services, revenus et transferts courants) à hauteur de 905 M USD.

À l'inverse, le compte des revenus enregistre un excédent de 969 M USD au quatrième trimestre de 2022. Les revenus des investissements rapatriés de l'étranger se sont élevés à 98 M USD (investissements de portefeuille à l'étranger et intérêts perçus sur les dépôts palestiniens dans des banques étrangères pour l'essentiel).

2. HAUSSE DE 4% DU PIB EN 2022.

Le bureau central des statistiques palestinien a consolidé le chiffre de la progression du PIB, qui s'est établi à 4 % en Palestine par rapport à 2021 (avec une dynamique de décélération tout au long de l'année – la hausse étant de 3 % au cours du quatrième trimestre de 2022). Le secteur agricole connaît la plus forte progression (19%).



Ce dynamisme de l'économie masque le creusement croissant des inégalités entre palestiniens ; si le PIB par habitant en Palestine à prix constants s'est établi à 788 dollars en 2022, il n'est que de 315 dollars à Gaza contre 1 143 dollars en Cisjordanie.

3. HAUSSE CONTENUE DES PRIX À LA PRODUCTION.

L'indice global des prix à la production (IPP) pour la Palestine a atteint 108,45 en février 2023, soit une augmentation contenue de 2,85 % par rapport à février 2022.

L'indice des prix à la production des produits de consommation locale a atteint 108,33 en février 2023, en hausse de 3,34 % par rapport à février 2022. Quant à l'indice des prix à la production des produits locaux exportés, il a atteint 109,55, en repli de 1,4 % par rapport à février 2022.

L'indice des prix à la consommation pour la Palestine en février 2023 a enregistré une augmentation de 4,03% par rapport à février 2022.

limiter. Cette décision fait partie d'une série de mesures visant à encourager l'investissement dans le pays, suite à une modification récente de la loi sur l'investissement en Syrie.

SYRIE

1. LE GOUVERNEMENT SYRIEN AUTORISE LES BANQUES LOCALES À ÉMETTRE DES PRÊTS EN DEVICES ÉTRANGÈRES.

La Banque Centrale de Syrie (CBS) a récemment autorisé les banques locales à octroyer des prêts en devises étrangères dans le but de stimuler les prêts et les investissements. Pour bénéficier de ces prêts, les emprunteurs doivent générer des revenus en devises étrangères grâce à l'exportation de biens ou de services, et ne pas investir ce prêt dans l'immobilier. Jusqu'à présent, les banques locales évitaient d'accorder des prêts à long terme aux entreprises locales en raison de la dépréciation de la livre syrienne. Bien que cette décision encourage les banques à prêter aux entreprises exportatrices, elle risque également de favoriser la dollarisation, une tendance que les autorités syriennes ont cherché à

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES. POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH

